



Collectif Cheminots

**LA GREVE DES CHEMINOTS :
UNE LUTTE POUR L'INTERET GENERAL,
CONTRE LES EXIGENCES DU CAPITAL,
TRAHIE PAR LES MECANISMES INSTITUTIONNELS !**

« Tout bien, toute entreprise, dont l'exploitation a ou acquiert les caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité. »

(Préambule de la Constitution de 1946 auquel la Constitution actuelle proclame son attachement).

Malgré cette proclamation, le 24 juin 2014, les députés de la République ont voté **la mise à mort de la Société Nationale des Chemins de fer Français**, bien commun de la Nation. Quelques jours plus tard, les sénateurs ont fait de même. **Sans l'action des cheminots, 65 millions de citoyens se seraient vus « expropriés » dans le silence le plus absolu.** Si la vérité n'a pas réellement éclaté au grand jour, le mensonge d'État que cette réforme du système ferroviaire a engendré, aura aussi mis à nu le système totalitaire dans lequel le Capital règne en maître. Paradoxalement, même si le service public ferroviaire va s'affaiblir en termes de sécurité des circulations et d'efficacité, la grève des cheminots est porteuse pour l'avenir. Et c'est à nous de continuer de le mettre en lumière : **Le système institutionnel de la Ve République, permet des décisions contraires à l'intérêt du Peuple !**

LE CAPITAL DÉCIDE, LE GOUVERNEMENT SE SOUMET ET LES DÉPUTÉS VOTENT

Depuis des décennies, chaque réforme – et celle du ferroviaire n'échappe pas à la règle – répond aux exigences du Capital ; les gouvernements successifs ne font que les traduire en lois. Sur la question des transports, le Capital a une idée très précise des opportunités de profits qu'il envisage au niveau des transports ferroviaires. Une véritable mine d'or, au travers des rentes publiques que sont les contrats Régions/SNCF.

Si tous ses fidèles serviteurs prennent de moins en moins de gants, les injonctions du Capital ne peuvent encore pas être affichées en l'état. C'est pourquoi le gouvernement a joué un jeu « double » : faire l'inverse de ce qu'il dit publiquement. « Sauver la SNCF » en la faisant disparaître, « unifier le système ferroviaire » en l'éclatant, « améliorer les finances » du système sans apporter un euro et en renforçant les contraintes financières liées à la **dette**. **Le Capital ne compte quand même pas s'asseoir sur les 2 milliards d'intérêts annuels !** Un mensonge d'État qui peut prendre, dans l'avenir, l'allure d'un scandale d'État. Le jeu en vaut la chandelle puisque pour le Capital, l'enjeu est de taille : **la privatisation progressive de l'ensemble du secteur ferroviaire**, avec à la clé, des rentes énormes assurées.

Le Travail, pourtant seul créateur de richesses, est non seulement exclu de toutes les décisions, mais doit surtout s'écraser devant le pillage qu'il subit. Dans cette parodie de démocratie, ceux qui font les lois n'ont en plus aucune légitimité :

- **aucun mandat du peuple** : La majorité actuellement au pouvoir n'a pas été élue pour faire ce qu'elle met en œuvre (cf. le programme du candidat du Parti Socialiste)
- **aucune représentativité** : Au regard du dernier scrutin, les élections européennes, le parti gouvernemental ne représente plus que 6,5 % du corps électoral
- **mépris du peuple** : La plupart des députés sans mandat n'ont pas pris connaissance du dossier. Seuls 27 sur 577 ont voté pour l'article 1^{er} de cette réforme qui supprime la SNCF historique

Le principe de la constitution est : « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. »

(Titre premier de la constitution, article 2)

La promulgation de la loi sur la réforme ferroviaire sera un acte de plus de forfaiture et de trahison populaire. Ceux qui se prétendent nos dirigeants n'en sont pas à cela prêt. Mais s'asseoir en permanence sur les principes essentiels de la Constitution, même imparfaite, inspirée à l'origine de la Révolution Française et socle de notre République, va laisser des traces indélébiles à long terme et avoir des conséquences incalculables, non mesurables aujourd'hui. Là encore, à nous de mettre en lumière ce forfait et la nécessité d'agir pour que le Peuple devienne le véritable décideur.

TOUTE AUTRE VISION DEVAIT ÊTRE ÉRADIQUÉE

Outre le mensonge d'État mis en avant par ce conflit, toute autre idée qui pouvait émerger – et mettre à mal les intérêts du Capital – devait être éradiquée. Ainsi, dès lors que le monde du Travail a commencé d'exprimer sa vision du service public ferroviaire et son organisation au sein d'une entreprise unique, publique et intégrée (LA SNCF), les médias, propriété des grands groupes capitalistes, ont tout mis en œuvre pour préserver le monopole idéologique – base de tout régime totalitaire – de leur maître, le Capital. Avec des moyens illimités : blackout de l'information, mensonges, chantage au BAC, manipulations, provocations (y compris policières), volonté d'humiliation, acharnement... Tous les rebelles au système devaient être brisés sur la place publique.

Évidemment, laisser transpirer que d'autres choix sont possibles – et dans l'intérêt commun – serait extrêmement dangereux pour le Capital ; ce qui explique en partie la violence du conflit.

ÉCLAIRCISSEMENT POLITIQUE

Affaire d'État, forfaiture, trahison populaire, démocratie bafouée et dévoyée, n'ont pas empêché une immense manifestation de résistance parmi les cheminots. **Au contraire, cela a renforcé leur détermination.** La classe dominante, qui ne s'attendait pas à ça, a senti qu'elle pouvait perdre face aux cheminots, « faisant de la politique » au grand jour, avec le risque d'une généralisation du mouvement social ! Dès lors, une déferlante, où tout fut permis, s'est abattue sur les cheminots. L'éventualité de voir révéler les enjeux énormes et le mensonge d'État devant tous les salariés de notre pays, dont se sont rendus coupables nos gouvernants et les parlementaires, leur a fait peur.

Comme dans toutes ces périodes houleuses, certains ont du mal à choisir leur camp et les dominants savent en user pour trouver quelques petits arrangements, amendements dérisoires, pour diviser et mettre fin à cet affrontement qui aurait pu déstabiliser l'ordre en place. Pourtant, le Capital ne fera plus aucun compromis et ces arrangements seront à sens unique... une collaboration de classe gratuite ! Tous les partis politiques institutionnels ont joué un rôle dans cette mascarade. Ainsi les institutions – pourtant délégitimées par les élections successives et par leurs actes – sont bien protégées. Quoi qu'il en soit, **nous allons maintenant y voir bien plus clair** et le Travail saura régler ses comptes...

VERS DE NOUVEAUX HORIZONS

Le système institutionnel actuel n'a plus aucune crédibilité et légitimité. La souveraineté populaire a été abolie par la Constitution de la Ve République au profit du Capital et n'est plus qu'un spectacle de représentation. Le monde du Travail doit retrouver son pouvoir politique afin de s'émanciper. La période est propice à cette ambition révolutionnaire qui est le seul moyen de redonner confiance à ceux qui luttent et de permettre aux batailles futures de connaître le succès. Ce nouvel horizon où le peuple serait gouverné « *par le peuple et pour le peuple* » peut sembler utopiste et très éloigné de la réalité, mais l'histoire montre que de telles avancées sont possibles. **Le Travail a déjà bien trop souffert, plus un pas en arrière !**

Le 18 juillet 2014